

Paris, nuit du vendredi 25 au samedi 26 mars 1949

Lettre n°1250

STAT

Monsieur,

Depuis quarante huit heures l'Indochine inquiète les milieux politiques. Les uns grossissent les opérations dont elle est le théâtre; d'autres les minimisent. Il est bon de mettre les choses au point. Dans l'immédiat, la situation n'est pas grave. Dans un avenir de quelques mois, elle peut le devenir.

Depuis plus d'une année, les Services de Renseignements français signalaient, dans les trois provinces chinoises limitrophes du Tonkin, la présence de bandes de pillards, de ceux qu'on appelait jadis des "Pavillons Noirs" et que la fortune des temps fait baptiser aujourd'hui du vocable assez vague de communistes. Il est de fait que ces bandes bénéficient de l'aide des vrais communistes, mais quelque 2000 Kms. les séparant encore de ces derniers, l'aide ne peut être très efficace. L'effectif total de ces pillards a été estimé par T.V. Soung, qui commandait les provinces chinoises en question, à environ 15.000 hommes organisés en bandes de 500 à un millier d'hommes bien armés en armes légères, mais totalement dépourvus de canons, quoi qu'on en ait pu dire. Jusqu'à ces temps derniers, les bandits se contentaient de faire de la contrebande d'armes au bénéfice d'Ho Chi Minh, mais s'abstenaient de toute action contre les forces françaises. Soudain, le 1^{er} mars, dans la région de Lang Son, sur la route coloniale n°4 qui est une grande rocade de ravitaillement, un coup de main fut effectué à Caobang contre un convoi français (6 tués et un camion incendié). Les autorités françaises soupçonnèrent les Chinois, mais ne purent réunir aucune preuve formelle. Nos détachements lancés à la poursuite des assaillants n'avaient pu les rejoindre et en avaient conclu qu'ils avaient emprunté une vallée débouchant en Chine. Le 4 mars, un autre violent coup de main nocturne fut réalisé entre Caobang et Lang Son, sur le poste de Tha Kek. Les assaillants furent repoussés et, le lendemain, les occupants du poste découvraient sur le terrain des cadavres de Chinois et de Vietnamiens. La preuve était faite que des infiltrations chinoises avaient lieu. Le 7 mars, à plusieurs centaines de kilomètres de ce secteur, une autre opération se déroulait, dont la presse n'a pas parlé, au poste frontière de Lao Kay, qui est l'endroit où le chemin de fer du Yunnan quitte le Tonkin pour entrer dans cette province. Lao Kay était encerclé par 1500 Chinois et 600 Vietnamiens. Un autre poste de la même région, Hoansu Phi, était lui aussi encerclé par 1000 Chinois et 500 Vietnamiens. C'était un encerclement à 8 ou 10 Kms de distance et il faut bien concevoir que ces postes sont tenus par de très petites garnisons comportant au maximum une centaine d'indigènes commandés par un ou deux gradés français. C'est là l'origine de l'information selon laquelle plusieurs bataillons français étaient encerclés. Le Commandement a prélevé des troupes aéroportées en Cochinchine, qui ont été parachutées et le premier poste est déjà dégagé vers l'est. L'opération a coûté 2 tués et 10 blessés. Nous nous trouvons vraisemblablement là en présence d'une opération de diversion qui, d'ailleurs, a réussi puisque, pour dégager les postes-frontières, le Commandement français a dû dégarnir la Cochinchine.

Même si les 15.000 bandits chinois venaient aider les troupes d'Ho Chi Minh, la situation ne serait pas grave sur le plan militaire. Toutefois, ce qui peut créer une certaine inquiétude, c'est que ces bandits qui, jusqu'à présent étaient sans coordination, sont maintenant pris en main par le général Tchou Kiou, ancien général de Tchang Kai Chek passé aux communistes depuis la retraite de ce dernier. On peut, au surplus, craindre que l'affaire ne fasse boule de neige, car, dans la Chine du Sud les brigands sont nombreux qui pourraient être attirés vers la frontière d'Indochine. Dans deux ou trois

mois donc, la situation pourrait être plus difficile. Mais le véritable danger ne réside pas encore dans ces actions de banditisme. Mao Tsé TOUNG qui est le chef des armées communistes chinoises, arrivera, au rythme actuel, sur la frontière du Tonkin dans six mois environ et l'on peut se demander qu'elle sera alors son attitude, car, contrairement à ce qu'en pensent les Américains, les communistes chinois ne sont pas des Titistes orientaux, mais suivent, avec une exactitude relative, les indications de Moscou. Les coups de main actuels le prouvent d'ailleurs car ils se produisent à un moment crucial pour la politique française en Indochine et l'on n'imagine pas qu'Ho Chi Minh ait pu précisément à cette époque décider les bandes chinoises à venir l'aider, alors que jusqu'à présent elles étaient restées à l'écart, si les dites bandes commandées par Tchou Kiou n'avaient reçu des ordres venus de Mao Tsé TOUNG qui, lui-même, n'aurait été que le truchement de Moscou.

Sur le reste du territoire indochinois, la situation n'est pas mauvaise. On a beaucoup exagéré la force d'Ho Chi Minh, qui ne dispose en réalité que d'un noyau militaire de 60 à 70.000 hommes et qui ne peut engager des combats qu'à l'échelon d'un bataillon. Ces hommes sont très correctement armés, avec du matériel généralement américain, qui vient, par contrebande, des camps de surplus américains en Chine et de la liquidation des surplus américains aux Philippines. Quant aux troupes françaises, aux dires de certains spécialistes, ce ne sont pas tellement les effectifs qui sont insuffisants que l'encadrement subalterne. Ces troupes sont fortes de 116.000 hommes, mais nous disposons également d'une centaine de milliers de partisans indigènes et ce sont ces partisans, qui se sont révélés très loyaux, que nous avons grand peine à encadrer étant donné la pénurie de sous-officiers et d'officiers subalternes.

En France, les partis préparent le second tour des cantonales. Vous savez les positions qui ont été prises. La faillite des communistes sera consacrée, mais il faut toutefois s'attendre à ce qu'ils enlèvent encore quelques dizaines de sièges. Eu égard aux 167 sièges qu'ils détenaient avant le 20 mars, le déchet restera considérable. En dépit de ses coups de clairon officiels, la SFIO est en réalité assez désarmée et elle craint la perte d'un certain nombre de présidences de Conseils généraux. Des départements jusque là fidèles semblent se désagréger; le Var par exemple. Le parti incrimine la politique abusive de l'administration locale. On signale la médiocrité de nombreux candidats RPF. Dans un certain nombre de départements, tels que les Basses et Hautes-Alpes, le Rassemblement n'a pu présenter que des militants sans envergure. La poussée RPF en Normandie et en Vendée a dépassé les prévisions. En Vendée, le bureau politique donnait 6 à 8 élus; il en existe 11 dès le premier tour. Par contre, l'Alsace n'a pas progressé comme le RPF l'espérait. Le MRP s'y défend beaucoup mieux.

Au delà du second tour, la politique générale va reprendre ses droits. De Gaulle tiendra la semaine prochaine une conférence de presse, afin de dégager publiquement la leçon du scrutin. Il est bien certain qu'il n'annoncera pas la manœuvre que l'on prête au RPF l'intention de mener dans les semaines qui suivront. N'ayant pas obtenu un nombre de suffrages suffisant pour exiger la dissolution de l'Assemblée et afin de faire cependant échec à la manœuvre de Duclos qui, lui, envisage de reprendre au compte du parti communiste cette dissolution, le Rassemblement se lancerait dans une série de démissions. Tous ses députés, ses sénateurs, ses Conseillers généraux, ses conseillers municipaux démissionneraient à tour de rôle par catégories. Dans les milieux officiels on paraît attacher une certaine importance à cette information. Pour ma part, je n'y crois guère car cette manœuvre comporterait, pour ceux qui la tenteraient, plus de risque que de profit. En ce qui concerne l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, le remplacement des démissionnaires est automatique: c'est le suivant de la liste qui prend la place du défaillant. Il faudrait donc une cascade de démissions et rien ne dit que l'esprit de discipline animerait jusqu'au bout tous ceux dont le RPF réclamera une totale abnégation. Quand le mécanisme d'une opération est trop compliqué, on risque toujours de le voir se gripper avant la fin. Quant aux conseils municipaux, les démissions entraîneraient de nouvelles élections et la vie municipale elle-même risquerait d'être compromise. Ce seraient alors les élections municipales qui seraient compromises.

manceuvre dont ils seraient les premières et, à tout prendre, les seules victimes.

Du côté communiste et en dehors de la petite opération parlementaire qui consisterait à réclamer la dissolution, tout en sachant parfaitement qu'on ne l'obtiendra pas, il semble qu'on s'apprête à déclencher, au cours de la première quinzaine d'avril, une certaine agitation dans les usines. Le point de départ se situerait évidemment dans la métallurgie parisienne et le prétexte serait de soutenir par des manifestations de masse les conclusions du Congrès mondial de la Paix.

Du côté des Indépendants, on se remue beaucoup mais d'une façon encore désordonnée. Le Rassemblement Démocratique des Indépendants, de Jacques Bardoux, créé pour retirer, sur le plan électoral, des voix au RPF et, sur le plan parlementaire, des adhésions à l'intergroupe gaulliste, va tenter de s'imposer au Palais Bourbon. Paul Reynaud, quant à lui, parlera au banquet du 6 avril; il entend tirer lui aussi la leçon du scrutin et cette leçon mettra en évidence cette Quatrième Force que constituent maintenant les Indépendants. Déjà René Pleven dit que "tant au RPF que dans les partis gouvernementaux, il va falloir tenir un large compte de l'existence du nombre des indépendants et, de leur verdict final, dépendra, dans les mois qui vont venir, l'orientation de la politique française". C'est le premier appel à un élargissement du gouvernement, voire le premier appel à la constitution d'un nouveau gouvernement. Sous la houlette de René Pleven, évidemment.

Sur le plan international, la journée n'a apporté aucun élément très important. Il semble cependant, d'après les commentaires qui parviennent de Washington, que les Américains aient tendance à sous estimer le problème yougoslave. Ils ne croient pas que "la dissidence de Tito puisse inspirer à Staline des décisions spectaculaires, directes ou indirectes." Or, depuis deux ou trois jours, on parle beaucoup de Belgrade à Moscou dont la radio se livre à de violentes attaques contre le gouvernement Titiste, cependant que les Albanais et aujourd'hui les Bulgares font chorus. Ces escarmouches sont généralement le prélude d'opérations plus importantes.

En ce qui nous concerne, vous savez que nous allons entamer très bientôt des négociations commerciales avec Belgrade. L'une des principales difficultés sera pour nos délégués de passer sous silence l'engagement de ne pas livrer certains matériels stratégiques. Encore que, pour la Yougoslavie comme pour la Finlande, cette interdiction soit moins rigide, il sera difficile de la faire cadrer avec un accord très nourri.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma parfaite considération

paul dehemé

— 2 —

" LA JOURNEE EN BREF " 1250 25/26.3.49

FRANCE. - Le traité d'Union douanière franco-italien sera signé demain à 17 h. au quai d'Orsay et publié aussitôt. Le protocole commercial, le protocole financier et l'accord sur le transfert des salaires des travailleurs Italiens en France, récemment paraphés, seront également signés demain.

-- Le parti radical dément avoir toléré, pour le second tour des élections cantonales, certains désistements en faveur de candidats communistes. Il n'accepte pas davantage qu'un communiste se désiste en faveur d'un candidat radical.

-- Le P.R.L. engage ses fédérations à favoriser au scrutin de ballottage le candidat national le mieux placé; l'objectif étant de barrer la route aux communistes et d'assurer la sauvegarde des libertés républicaines.

-- M. Robert Schuman partira le 30 mars pour les Etats-Unis, où il signera le 4 avril le Pacte de l'Atlantique. Il restera une quinzaine de jours en Amérique et se rendra notamment en visite d'amitié à Ottawa sur l'invitation du gouvernement Canadien. Au cours des conversations qu'il aura avec M. Bevin et Acheson, diverses questions seront étudiées, notamment celle des colonies italiennes et les problèmes relatifs à l'Allemagne, y compris ceux du démantèlement d'usines.

ETATS UNIS. - Le Président Truman a accepté la démission du Général Bedell Smith, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou et celle de l'Amiral Leahy, chef de l'Etat-major présidentiel.

DANEMARK. - Le Sénat danois a adopté, par 64 voix contre 8 la motion autorisant le gouvernement à signer le Pacte Atlantique et à le ratifier ultérieurement.

ITALIE. - Togliatti a déclaré que le parti communiste italien comportait actuellement 1.896.000 membres ayant retiré leurs cartes pour l'année en cours et que ces effectifs rejoindront bientôt 2.200.000 membres, niveau atteint l'année dernière.

CHINE. - Les communistes chinois ont établi leur capitale à Pékin. Les membres de la délégation de paix nationalistes ont décidé d'entamer des pourparlers avec les communistes.

LA JOURNEE SOCIALE

--- DANS LES P.T.T. - Le conflit des facteurs appartenant à F.O. qui menacent de ne pas faire la première distribution de lundi, n'est pas encore résolu. La CGT a fait savoir que ses adhérents se joindraient à ceux de F.O. au cas où la grève serait décidée.

--- Parmi le personnel des EAUX, la grève continue et son extension est même envisagée. Toutefois, comme il ne s'agit encore que du personnel extérieur, aucune répercussion n'est à craindre dans l'immédiat pour la population de Paris et de sa banlieue.

--- A ORLY et au BOURGET, le personnel d'AIR FRANCE a repris le travail, après avoir décidé que si satisfaction ne survient pas d'ici le 5 avril, une grève totale de durée illimitée aura lieu à dater du 10.

--- A St. NAZAIRE, les 176 soudeurs des Chantiers de la Loire ont décidé la grève générale et l'on craint que les 250 soudeurs des Chantiers de Penhoët se joignent au mouvement.